



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Bernard TRAVIER

## Voirie, Espace public - Appel à projets "Fonds mobilités actives - continuités cyclables" - Conventions de financement entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Pour accompagner et encourager les Français à choisir plus régulièrement le vélo comme mode de transport au quotidien, le Gouvernement a lancé le plan vélo et mobilités actives. Ce plan vise à améliorer et développer les aménagements cyclables de qualité, à lutter contre le vol, à créer un cadre incitatif notamment financier reconnaissant l'usage du vélo, et enfin à développer une culture vélo en généralisant notamment l'acquisition du savoir rouler à l'école élémentaire, et ce dans tous les territoires. L'objectif est de tripler la part du vélo dans les déplacements des Français pour atteindre 9 % d'ici 2024.

Pertinent pour les déplacements inférieurs à 5 ou 10 km, non-polluant, peu coûteux, accessible à tous et bon pour la santé, le vélo et le vélo à assistance électrique ont de nombreux avantages pour les utilisateurs et la collectivité :

- La santé
- La transition écologique et énergétique
- L'attractivité des villes
- Le moindre coût
- La création d'emplois

Avec l'appel à projets « fonds mobilités actives – continuités cyclables », l'État soutient les projets de développement d'itinéraires cyclables continus menés par les territoires de toutes tailles afin de développer l'usage du vélo en milieu rural, en milieu urbain et en outre-mer.

De son côté, afin de promouvoir la pratique des modes actifs au sein de son territoire, la Métropole de Montpellier a établi en 2019 un Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) validé par la délibération n°M2018-679 du 21 décembre 2018. Les objectifs de ce schéma sont les suivants :

- Développer l'usage des modes actifs ;
- Proposer une alternative à l'autosolisme ;
- Réduire la congestion et préserver l'environnement, le climat et la santé des habitants.

L'élaboration de ce schéma a débouché sur une hiérarchisation du réseau cyclable envisagée au niveau métropolitain avec la définition de 3 niveaux basés sur une logique d'itinéraire, de performance et de pertinence dans les déplacements :

- **Le réseau magistral ou « autoroute à vélo »** : son objectif est de favoriser l'usage du vélo pour les actifs qui recherchent la performance dans leurs déplacements. Ce réseau de grandes collectrices est constitué par les principales pénétrantes du territoire, notamment sur les anciennes voies ferroviaires et le grand contournement de Montpellier. Il sera constitué de 171 km dont 79 km existent déjà ;
- **Le réseau de liaison ou structurant constitue l'armature du réseau cyclable** : Il a pour vocation de desservir et relier les principaux pôles de la Métropole et de proposer des types d'aménagements différents selon les tronçons (pistes, bandes, trottoirs partagés, ...) en fonction des profils de voies. Il sera constitué à terme de 114 km dont 39 km existent déjà ;
- **Le réseau de proximité qui offre des liaisons secondaires et complémentaires** : Ce réseau aura pour finalité d'organiser la desserte locale sous forme d'équipements (pistes ou bandes) ou de zones 30 ou de rencontre.

Dans le cadre de l'appel à projets national susmentionné et afin d'obtenir le financement nécessaire aux différents aménagements prévus au SDMA, la Métropole de Montpellier a déposé 6 dossiers dont 3 ont été retenus par le Ministère, pour lesquels il convient désormais d'établir des conventions de financement entre l'Etat et la Métropole à savoir :

- **Projet de création d'une passerelle pour le franchissement de la « Mosson » sur les communes de Lattes et de Villeneuve-lès-Maguelone - Traitement d'une discontinuité cyclable (RD 986 au PR 53+900)** - subvention s'élevant à 50 000 € HT ;
- **Projet de création d'une piste cyclable mixte le long de la RM17e11 sur le territoire de la commune de Montferrier-sur-Lez** - subvention s'élevant à 201 329 € HT ;
- **Projet de cheminement piéton-cyclistes le long de la rue François Joseph Gossec (RM132)** - subvention s'élevant à 76 990 € HT.

Les conventions ont pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties et les modalités de versement des crédits en lien avec les calendriers de réalisation de ces trois projets. Les conventions prennent effet à compter de leur notification et expirent au versement du solde des flux financiers dus au titre des présentes conventions, et au plus tard aux dates indiquées dans les conventions correspondantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature des trois conventions avec l'Etat relatives aux projets retenus dans le cadre de l'appel à projets « fonds mobilités actives – continuités cyclables » ;
- dire que les crédits nécessaires à la réalisation de ces projets sont inscrits au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108440-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention mosson
- plan de situation passerelle Mosson
- plan passerelle Mosson
- planning Mosson
- Convention RM132
- plan de situation RM132
- plan des aménagements RM132
- Planning RM132
- Convention RM17
- Plan voirie RM17E11
- Plan OA RM17E11
- Plan de situation RM17E11

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.